



## L'audiovisuel public vaut mieux que cette commission d'enquête

**« Je passe le plus clair de mon temps à l'obscurcir, parce que la lumière me gêne »**

Boris Vian - L'écume des jours.

La commission parlementaire sur l'audiovisuel public a clos ses auditions ce 8 avril 2026. Cette « commission d'enquête sur la neutralité, le fonctionnement et le financement de l'audiovisuel public » s'est attachée à transformer les auditions parlementaires en autant de polémiques médiatiques ou de procès politiques.

Elle a convoqué en priorité les « visages » d'antenne et personnalités de la société civile, avec force promotion. Cette méthode a donné à cette commission un caractère de spectacle qui l'a fait passer à côté des vrais enjeux.

Elle a traité comme « quantité négligeable » les milliers de salariés qui font vivre le service public. Recherche de buzz, relais sur les réseaux sociaux, victimisation d'un bord politique, salaire des stars, personnification inutile... Le petit bout de la lorgnette a pris le pas sur un examen approfondi des forces et faiblesses de l'audiovisuel public d'aujourd'hui.

Cette commission a royalement ignoré les réseaux régionaux et ultramarins. Pas assez « people » ? Manque d'intérêt du président et du rapporteur pour l'information de proximité ? Alors que le maillage territorial de l'audiovisuel public est son socle. Occultés également la musique de Radio France, les antennes internationales de France Médias Monde, l'INA... Tout ce qui fait la richesse du service public.

La plupart des députés membres de cette commission ne se sont concentrés que sur l'écume et sur la lumière médiatique qu'ils voulaient braquer sur eux-mêmes. Seuls quelques parlementaires, trop peu nombreux, ont tenté d'élever le débat. Il y a eu très peu de temps pour les propositions et encore moins d'attention apportée aux quelques idées qui avaient quand même réussi à émerger.

Pour certains, l'objectif était visiblement de faire douter les Françaises et les Français sur l'utilité du service public, et de salir des milliers de professionnels honnêtes qui travaillent pour lui. À coups de tweets, ce que nous a proposé cette commission, c'est de remplacer la recherche de la vérité, le décryptage, la vérification des sources, par un robinet d'opinions, qui se vaudraient toutes, sans oublier de faire place aux plus abjectes.

La tenue des débats, en premier lieu leur tendance au maccarthysme, a donné un aperçu plus qu'inquiétant de ce qui pourrait attendre l'ensemble de la société française avec l'extrême droite aux commandes.

Le Syndicat National des Journalistes, première organisation de la profession, ne s'y résout ni ne s'y résoudra.

Si le rapport qui va sortir de cette commission d'enquête est de la même teneur, le SNJ appelle les députés à le rejeter massivement. Quitte à destiner à l'oubli certains apports intéressants, et à en faire des victimes collatérales. Le symbole de l'argent public gaspillé, ce sont désormais les six mois qu'a duré cette commission.

Paris, le jeudi 9 avril 2026